

Le rendement des PME a chuté de 30 % en dix ans

ENTREPRISE L'étude de Deloitte sur la santé financière des PME est plutôt déprimante

En dix ans, les PME familiales belges n'ont pratiquement pas gagné de valeur. C'est le constat plutôt déprimant que Deloitte Fiduciaire (conseil comptable, fiscal, financier,...) a dressé ce jeudi lors de la présentation de son étude annuelle sur la santé financière des PME. Une étude fondée sur ses propres bases de données clientèles. Pour la dixième édition, elle a sélectionné un échantillon de 562 entreprises pour lesquelles des informations financières étaient disponibles depuis dix ans et a analysé l'évolution des principaux indicateurs financiers. On ne parle ici que de PME familiales opérationnelles (pas de holding, société de management).

Les auteurs de l'étude constatent que la crise a laissé des traces indélébiles dans les comptes. Le rendement de la PME médiane a diminué de 30 % en dix ans. La valeur des PME ne s'est améliorée que de 2 %. En neutralisant l'effet de l'inflation, on parle même d'une chute de 15 %. « Ces chiffres démontrent que tous les fantasmes qui circulent autour des fortunes que les entrepreneurs amassent sont très éloignés de la réalité », commente Nikolaas Tahon, managing partner de Deloitte Fiduciaire.

La crise n'est pas la seule responsable. Deloitte constate aussi à l'analyse des comptes que les coûts de personnel n'ont cessé d'augmenter. Les charges salariales représentaient 68,2 % de la valeur ajoutée de la PME médiane en 2004. En 2013, on était à 73,8 %. On le sait, le débat sur

la hauteur du coût du travail dans notre pays est omniprésent ces derniers mois. Deloitte en remet une couche : les charges patronales ONSS représentent à elles seules 70,2 % de la totalité des taxes et impôts payés par la société. A côté de cela, le montant versé au titre de l'impôt sur les sociétés (Isoc) paraît presque dérisoire (20,3 %).

Si toutes les entreprises sont touchées par ce recul de la rentabilité, on peut néanmoins observer que la crise a creusé le fossé entre les PME les plus faibles et les plus fortes. Celles qui étaient déjà faibles avant la crise le sont encore plus aujourd'hui. En 2004, 18 % des entreprises ne

généraient pas suffisamment de cash pour faire face à leurs obligations financières à court terme. Elles étaient 26 % en 2013.

Tout n'est cependant pas noir. L'étude de Deloitte montre aussi clairement une tendance long terme au renforcement des fonds propres des PME. « Les entrepreneurs familiaux ont fait le choix stratégique ces dernières années de renforcer la solidité financière de leur entreprise », note Nikolaas Tahon. Sur 100 euros de capitaux, 56,5 euros viennent de l'actionnaire familial contre 48,8 il y a dix ans. A l'inverse, les PME ont de moins en moins recours au crédit ban-

caire. Il ne représente plus que 8 % de leur passif. Plus frappant encore : une entreprise sur trois (35 %) ne fait plus appel aux banques pour se financer (contre 24 % il y a dix ans). La crise financière et la frilosité des banques à prêter n'y sont pas pour rien, mais Nikolaas Tahon penche plutôt pour une autre explication : la profonde modification du paysage financier ces dix dernières années. « On a vu apparaître sur le marché les fonds de private equity, les fonds des autorités publiques... Il y a beaucoup plus de joueurs auxquels les PME peuvent s'adresser aujourd'hui pour se financer. » ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER



Les charges salariales représentaient 68,2 % de la valeur ajoutée de la PME médiane en 2004. En 2013, on était à 73,8 %. © PIERRE-YVES THIENPONT.